# De la politique de la ville à la rénovation urbaine

**Une politique née avec la décentralisation, qui en a fourni le mode d'emploi**

- Un diagnostic territorial pour rapprocher les acteurs autour d'une lecture partagée des enjeux
- Une logique de projet, itératif et interactif, pour adapter en continu les politiques et les actions
- Un contrat pour institutionnaliser la coopération

| Approche | Enjeu | Objectifs | Réalisations | Exemples |
|---|---|---|---|---|
| **Jacobine** *« en finir avec les ghettos »* | **Quartier = problème** (concentration de handicaps) | **Réduction des écarts** (remise à niveau du stock / dilution par les flux) | **Renforcement des services publics *et/ou* démolition** | ZEP<br>PNRU |
| **Communautarienne** *« vive les quartiers populaires »* | **Quartier = solution** (ressources potentielles) | **Reconnaissance et *empowerement*** (renforcement des capacités d'action autonome des individus et des groupes) | **Soutien aux initiatives individuelles et aux mobilisations collectives** | Dispositifs participatifs<br>Régies de quartier<br>Echanges des savoirs<br>Cultures urbaines<br>Micro-crédit |
| **Réformiste** *« des laboratoires où s'invente la ville de demain »* | **Quartier = symptôme** (causes à l'échelle de la ville) | **Transformation d'un système générateur d'exclusion** | **Expérimentations intra et inter-institutionnelles** | MJD / Police de proximité<br>Lutte contre les discriminations |
| **Néo-conservatrice** *« des quartiers aux mains des caïds et des barbus »* | **Quartier = menace** (communautarisme qui sape les valeurs de la République) | **Maintien de l'ordre public et social** | **Exfiltration des méritants, punition des autres** | Cordées de la réussite<br>*Busing*<br>Prévention situationnelle |

# De la politique de la ville à la rénovation urbaine

**Une politique née avec la décentralisation, qui en a fourni le mode d'emploi**

- Un diagnostic territorial pour rapprocher les acteurs autour d'une lecture partagée des enjeux
- Une logique de projet, itératif et interactif, pour adapter en continu les politiques et les actions
- Un contrat pour institutionnaliser la coopération

**La politique de la ville, de la marge à la norme**

- 1980s : un modèle (prototype) construit aux marges de l'action publique
- 1990s : contamination réussie (extension géographique et thématique)
- 2000 : le triomphe du modèle (« Un territoire, un projet, un contrat »)

**Une réforme radicale : la loi du 1er août 2003**

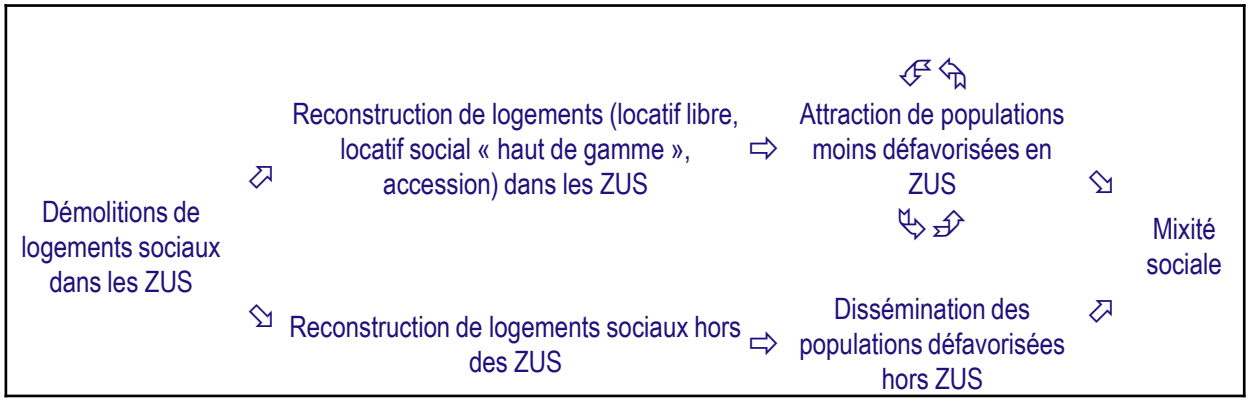
- Renforcement des moyens et simplification administrative
- Une opération de *design institutionnel*
  - Redéfinition nationale du problème et des objectifs : ghettos / réduction des écarts
  - Resserrement opérationnel : démolition-reconstruction et dérogation
  - Recomposition du système d'acteurs : un opérateur (ANRU), un observateur (ONZUS), un leader (le maire)
  - Renouvellement des instruments : du couple projet territorial - contrat global au couple appel à projet national – programme sectoriel
- Une doctrine intangible : cohésion par la mixité sociale / intégration par la banalisation urbaine

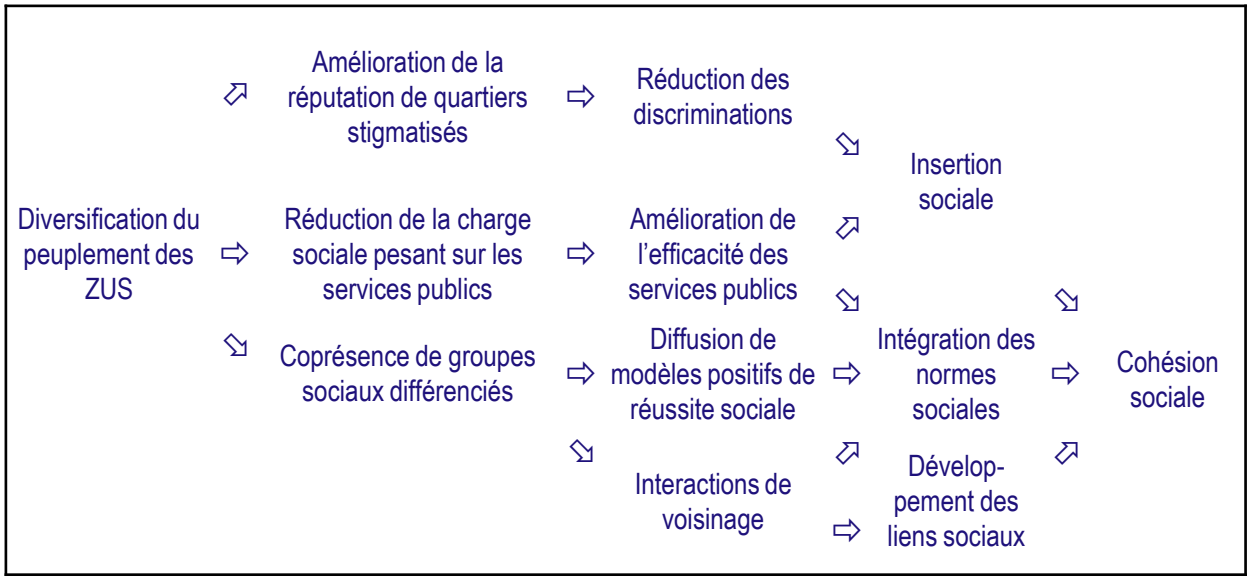
# De la politique de la ville à la rénovation urbaine

## Comme les grands ensembles : la cohésion par la mixité sociale

**Effet attendu : mixité sociale**

**Impact escompté : cohésion sociale**


Démolitions de logements sociaux dans les ZUS
Reconstruction de logements (locatif libre, locatif social « haut de gamme », accession) dans les ZUS
Attraction de populations moins défavorisées en ZUS
Reconstruction de logements sociaux hors des ZUS
Dissémination des populations défavorisées hors ZUS
Mixité sociale


Diversification du peuplement des ZUS
Amélioration de la réputation de quartiers stigmatisés
Réduction des discriminations
Réduction de la charge sociale pesant sur les services publics
Amélioration de l'efficacité des services publics
Coprésence de groupes sociaux différenciés
Diffusion de modèles positifs de réussite sociale
Interactions de voisinage
Insertion sociale
Intégration des normes sociales
Dévelop-pement des liens sociaux
Cohésion sociale

# De la politique de la ville à la rénovation urbaine

**Contre les grands ensembles : l'intégration par la banalisation urbaine**

- La doctrine urbanistique du grand ensemble : uniformité interne et autonomie vis-à-vis de l'extérieur.
  - L'indifférenciation interne, au croisement d'une utopie sociale, de contraintes économiques et des ressources techniques disponibles
  - L'isolement du reste de la ville : le coût du foncier, mais aussi la volonté de faire émerger dans un même mouvement un nouveau cadre et un nouveau mode de vie.
- La doctrine de la rénovation urbaine : différenciation interne et intégration externe
  - Différenciation des formes urbaine et des produits logement, maillage viaire, résidentialisation : une logique de banalisation pour restaurer l'attractivité des quartiers et faciliter leur gestion
  - Intégration dans les flux urbains (équipements, activités, trame viaire) : une logique de prévention situationnelle

# Une illustration des effets territoriaux des réformes néo-managériales

- **Conformation anticipée de la politique de la ville à « l'esprit de la LOLF » et à l'Acte II**
  - Un programme, un budget, une agence
  - Le basculement dans l'ère de la « performance »: le pilotage par les indicateurs
  - Les « projets des maires » ?

- **Redistribution des tâches**
  - Définition centralisée des finalités de l'action (programmes et indicateurs)
  - Allocation concurrentielle des ressources nationales aux territoires (appels à projet)
  - Responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets confiée aux maires, fermement incités à respecter les engagements initiaux (non fongibilité, *reporting*, dégagement d'office)

- **Une nouvelle forme de « gouvernement à distance »**
  - Retrait de l'Etat hors de la cogestion locale (décroisement des compétences, RGPP)
  - Retour du niveau central dans la définition du contenu des politiques locales
  - Ni hiérarchie, ni négociation : des instruments *soft* de pilotage (appels à projet, « bonnes pratiques », *benchmarking*, audit…) qui incitent à la libre conformation de collectivités juridiquement autonomes mais financièrement dépendantes
  - Renvoi de la mise en cohérence entre programmes à la charge des élus locaux

# Après la rénovation urbaine, quelles perspectives ?

- **La mixité sociale n'est pas au rendez vous**
  - Un renouvellement limité du parc
  - L'amélioration du cadre de vie ne suffit généralement pas à restaurer l'attractivité des quartiers
  - Deux priorités des politiques du logement en tension : droit au logement et mixité sociale
  - Des effets pervers
    - Départ des populations structurantes : évaporation et gestion des relogements
    - Fragmentations et micro-ségrégations : la mixité se réduit à la création d'enclaves moins défavorisées dans des quartiers à la spécialisation (sociale et ethno-raciale) croissante
- **Les effets sociaux limités de l'intervention urbaine**
  - Des projets conçus pour les habitants actuels ou ceux que l'on veut attirer ?
  - Des projets élaborés sous pression, sans la participation des premiers concernés
  - L'accompagnement social ne produit pas de développement social
  - Une occasion ratée
- **Quelles suites ?**
  - Des projets en retard : goulet d'étranglement du relogement ; gestion financière de l'ANRU
  - Incertitude sur l'avenir : augmentation des coûts des opérations ; désengagement financier de l'Etat & assèchement des ressources du 1% logement ; ANRU 2 ?
  - Inventer de nouvelles perspectives, entre tentation de la fuite en avant (plus de moyens sans débattre des fins) et du retour en arrière (effet cliquet)